

VILLE  
DE  
BAUME - LES - DAMES



DOUBS

DÉPARTEMENT DU DOUBS  
Canton de Baume les Dames  
Arrondissement de Besançon

COMMUNE DE BAUME LES  
DAMES

(N°INSEE : 25047)

**Nombre de membres**

- En exercice : 29
- Présents : 18
- Votants : 25
- Ayant donné procuration : 7
- Absents : 4

**Date de convocation**

31/10/2023

**Date d'affichage**

16/11/2023

**Extrait du registre des Délibérations du Conseil Municipal**  
**Séance du 9 novembre 2023**

L'an DEUX MILLE VINGT TROIS, le NEUF NOVEMBRE à vingt heures trente, le Conseil Municipal de la Commune de BAUME LES DAMES s'est réuni à la Salle du Conseil Municipal après convocation légale, sous la présidence de Monsieur Arnaud MARTHEY, Maire, pour la session ordinaire du mois de NOVEMBRE.

**Etaient présents (18) :**

Arnaud MARTHEY, Marie-Christine DURAL, Gérard GLEIZE, Francine COUDON, Christian BASSENNE, Sylviane MARBOEUF, Julien BOILLLOT, Colette ROMANENS, Annie GIRARDAT, Jean-Claude MAURICE, Jean-Marc VUILLEMIN, Dominique MISCHI, Christian LANIER, Frédéric SERGENT, Thomas VIGREUX, Emilie GOGAND, Maud BEAUQUIER, Soazig BONFILS.

**Procurations données (7) :**

Jean-Claude ALAMPI donne pouvoir à Christian BASSENNE  
Laure THIEBAUT donne pouvoir à Maud BEAUQUIER  
Emmanuelle WISSANG-GIRARD donne pouvoir à Emilie GOGAND  
Christelle LAMBERT donne pouvoir à Gérard GLEIZE  
Sébastien FERNIOT donne pouvoir à Francine COUDON  
Sandra BOUHESANE donne pouvoir à Sylviane MARBOEUF  
Camille LIARD donne pouvoir à Annie GIRARDAT

**Absents (4) :**

Bruno DEBRIE  
Philippe RONDOT  
Charline BARDEY  
Florian CORDIER

Il a été procédé conformément à l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales à l'élection d'un secrétaire pris dans le Conseil Municipal, Annie GIRARDAT, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur le Président a déclaré la séance ouverte.

**Délibération n°H02/2023**

**Objet : Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 14 septembre 2023**

Il est demandé au Conseil Municipal d'approuver le procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 14 septembre 2023.

**Vote du Conseil :**

Pour : 24 Contre : 1 Abstentions : 0

Le Maire,  
Arnaud MARTHEY



Envoyé en préfecture le 11/12/2023

Reçu en préfecture le 11/12/2023

Publié le



ID : 025-212500474-20231109-H02\_23-DE

**PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 14 SEPTEMBRE 2023**

L'an DEUX MILLE VINGT TROIS, le QUATORZE SEPTEMBRE, à dix-huit heures quinze, le Conseil Municipal de la Commune de BAUME LES DAMES s'est réuni à la Salle du Conseil Municipal après convocation légale, sous la présidence de Monsieur Arnaud MARTHEY, Maire, pour la session ordinaire du mois de SEPTEMBRE.

**De 18h15 à 21h30 :****Etaient présents (17) :**

Arnaud MARTHEY, Marie-Christine DURAI, Gérard GLEIZE, Francine COUDON, Sylviane MARBOEUF, Julien BOILLOT (départ 21h30), Annie GIRARDAT, Jean-Claude ALAMPI, Jean-Marc VUILLEMIN, Dominique MISCHI, Emmanuelle WISSANG-GIRARD, Christelle LAMBERT, Sébastien FERNIOT, Christian LANIER, Frédéric SERGENT, Emilie GOGAND, Maud BEAUQUIER (départ 21h30).

**Procurations données (10) :**

Christian BASSENNE donne pouvoir à Gérard GLEIZE  
Colette ROMANENS donne pouvoir à Annie GIRARDAT  
Jean-Claude MAURICE donne pouvoir à Maud BEAUQUIER  
Laure THIEBAUT donne pouvoir à Dominique MISCHI  
Thomas VIGREUX donne pouvoir à Arnaud MARTHEY  
Sandra BOUHESSANE donne pouvoir à Sylviane MARBOEUF  
Charline BARDEY donne pouvoir à Christelle LAMBERT  
Soazig BONFILS donne pouvoir à Marie-Christine DURAI  
Florian CORDIER donne pouvoir à Jean-Marc VUILLEMIN  
Camille LIARD donne pouvoir à Francine COUDON

**Absents (2) :**

Bruno DEBRIE  
Philippe RONDOT

**De 21h30 à 22h05****Etaient présents (15) :**

Arnaud MARTHEY, Marie-Christine DURAI, Gérard GLEIZE, Francine COUDON, Sylviane MARBOEUF, Annie GIRARDAT, Jean-Claude ALAMPI, Jean-Marc VUILLEMIN, Dominique MISCHI, Emmanuelle WISSANG-GIRARD, Christelle LAMBERT, Sébastien FERNIOT, Christian LANIER, Frédéric SERGENT, Emilie GOGAND.

**Procurations données (10) :**

Christian BASSENNE donne pouvoir à Gérard GLEIZE  
Julien BOILLOT donne pouvoir à Jean-Claude ALAMPI (à partir de 21h30)  
Colette ROMANENS donne pouvoir à Annie GIRARDAT  
Laure THIEBAUT donne pouvoir à Dominique MISCHI  
Thomas VIGREUX donne pouvoir à Arnaud MARTHEY  
Sandra BOUHESSANE donne pouvoir à Sylviane MARBOEUF  
Charline BARDEY donne pouvoir à Christelle LAMBERT  
Soazig BONFILS donne pouvoir à Marie-Christine DURAI  
Florian CORDIER donne pouvoir à Jean-Marc VUILLEMIN  
Camille LIARD donne pouvoir à Francine COUDON

**Absents (4) :**

Jean-Claude MAURICE (à partir de 21h30 départ du mandant)  
Bruno DEBRIE  
Philippe RONDOT  
Maud BEAUQUIER (à partir de 21h30)

Il a été procédé conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales à l'élection d'un secrétaire pris dans le Conseil Municipal. Madame Annie GIRARDAT ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées. Monsieur le Président a déclaré la séance ouverte.

*18h30-20h00 : Suspension de séance : étude de la stratégie commerciale pour l'îlot C1*

**AFFAIRES GENERALES****G01-2023 Information sur les décisions du Maire prises en vertu des délégations du Conseil Municipal**

Dans le cadre de sa délégation, Monsieur le Maire informera le Conseil Municipal des décisions prises.

**Visas de la Préfecture pour les décisions suivantes :****Décision du Maire N°11 /2023****Objet : Signature convention d'occupation précaire – 26 avenue Kennedy**

Une convention d'occupation précaire est conclue entre la Ville de Baume les Dames, représentée par Arnaud MARTHEY, en sa qualité de Maire, et Monsieur et Madame Arnaud MILLOT, en qualité de preneurs, pour la mise à disposition d'une maison d'habitation sise 26 avenue Kennedy à Baume les Dames.



La convention d'occupation précaire est consentie à compter du 18 juillet 2023 pour se terminer, au plus tard, le 31 décembre 2023.  
La redevance mensuelle est de 500€.

Envoyé en préfecture le 11/12/2023

Reçu en préfecture le 11/12/2023

Publié le

Berger  
Levrault

ID : 025-212500474-20231109-H02\_23-DE

### G02-2023 Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 11 juillet 2023

**Il est demandé au Conseil Municipal d'approuver le procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 11 juillet 2023.**

**Vote du Conseil :**

**Pour : 27 Contre : 0 Abstentions : 0**

### G03-2023 Bail de chasse

Le précédent bail de chasse étant arrivé à expiration le 1<sup>er</sup> janvier 2023, des discussions ont été engagées auprès de l'Association Intercommunale de Chasse Agréée Fusionnée, AICAF de Baume Grosbois Sechin et ont porté notamment sur le montant du bail, la nécessité de l'entretien des lignes par les chasseurs (110 lignes à entretenir) et les zones de chasse ainsi que les jours chassés afin de permettre une meilleure prise en compte des différents usages de la forêt. Vous trouverez ci-joint la proposition de bail d'une durée de 3 ans du 1<sup>er</sup> juillet 2023 au 30 juin 2026 intégrant les points suivants :

- 1/ Loyer : maintien du loyer à 300€ (en contrepartie de l'entretien) ;
- 2/ Entretien de 30 lignes cadastrales environ en forêt par an ;
- 3/ Réserves de chasse : maintien des deux réserves de chasse ;
- 4/ Organisation d'un évènement de communication entre les chasseurs et les usagers de la forêt à l'initiative de l'AICAF (« Dimanche à la chasse ») et actions de communication.

**Monsieur Julien BOILLLOT précise qu'il s'agit de l'entretien des lignes cadastrales et non du périmètre forestier (entretenu par l'ONF pour le compte de la Ville de Baume les Dames).**

**Il est proposé au Conseil Municipal de se prononcer sur ce bail et d'autoriser le Maire à signer tout document y afférent.**

**Vote du Conseil :**

**Pour : 27 Contre : 0 Abstentions : 0**

### G04-2023 Mise en place d'un service de transport méridien – facturation et contractualisation avec la Région

#### Bourgogne Franche-Comté

La mise en place d'un service de transport méridien a été actée lors du Conseil Municipal du 11 juillet 2023 pour l'année scolaire 2023-2024. Pour rappel, la facturation de ce service se décompose ainsi :

- Pour les deux premiers enfants : 25€ par mois et par enfant, sur 10 mois ;
- A partir du 3<sup>e</sup> enfant du foyer utilisant le service sur une même année : 15€ par mois et par enfant sur 10 mois.

Le rythme de facturation sera bimensuel :

- |                       |                |
|-----------------------|----------------|
| - septembre / octobre | - mars / avril |
| - novembre / décembre | - mai / juin.  |
| - janvier / février   |                |

Afin de mettre en place ce service, la Ville doit faire appel à la Région Bourgogne Franche-Comté (collectivité compétente en matière de mobilité) pour obtenir la mise à disposition d'un bus et d'un chauffeur. Cette mise à disposition sera cadrée par le biais d'une convention transmise par la Région qui précisera notamment le coût à prendre en charge par la Ville (à titre informatif, ce coût était d'environ 8.000€ pour l'année 2022-2023).

**Il est proposé au Conseil Municipal de valider ce tarif de facturation et d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de mise en place du transport méridien avec la Région.**

**Madame Christelle LAMBERT ne prend pas part au vote.**

**Vote du Conseil :**

**Pour : 26 Contre : 0 Abstentions : 0**

### G05-2023 Dépôt d'un dossier d'agrément pour l'accueil de services civiques

Le Service Civique s'adresse aux jeunes âgés de 16 à 25 ans, sans condition de diplôme qui souhaitent s'engager pour une période de 6 à 12 mois auprès d'un organisme à but non lucratif ou une personne morale de droit public. Ils accomplissent une mission d'intérêt général dans un des 9 domaines d'intervention reconnus prioritaires pour la nation, et ciblés par le dispositif, d'au moins 24 heures hebdomadaires. Les missions sont orientées auprès du public, principalement sur le terrain, et favorisant la cohésion nationale et la mixité sociale. L'objectif de l'engagement de service civique est à la fois, de mobiliser la jeunesse face à l'ampleur des défis sociaux et environnementaux, et de proposer aux jeunes un nouveau cadre d'engagement, dans lequel ils pourront mûrir, gagner confiance en eux, en compétences, et prendre le temps de réfléchir à leur propre avenir, tant citoyen que professionnel. Il a également pour objectif d'être une étape de vie au cours de laquelle des jeunes de toute origine sociale et culturelle pourront se côtoyer et prendre conscience de la diversité de notre société. Loin du stage centré sur l'acquisition de compétences professionnelles, le Service Civique est donc avant tout une étape de vie, d'éducation citoyenne par action, et se doit d'être accessible à tous les jeunes, quelles qu'étaient leurs formations ou difficultés antérieures. Un agrément est délivré pour 2 ans au vu de la nature des missions proposées et de la capacité de la structure à assurer l'accompagnement et à prendre en charge des volontaires.

Le service civique donnera lieu à une indemnité versée directement par l'Etat au volontaire, ainsi qu'à la prise en charge des coûts afférents à la protection sociale de ce dernier. Un tuteur doit être désigné au sein de la structure d'accueil. Il sera chargé de préparer et d'accompagner le volontaire dans la réalisation de ses missions.

Dans le but de seconder les services sports et culture dans l'organisation et la mise en œuvre des événements tels que le passage de la Flamme Olympique sur la commune, le festival estival KOBOLD ou d'autres événements de grande ampleur ; il a été envisagé de recruter des candidats volontaires en service civique.

**Il est demandé au Conseil Municipal :**

- d'autoriser le Maire ou ses adjoints à déposer un dossier de demande d'agrément au titre de l'engagement dans le dispositif du service civique auprès de la Direction Régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion sociale (DRJSCS) ;
- d'autoriser la formalisation de missions ;



- d'autoriser le Maire à signer les contrats d'engagement de service civique avec les volontaires, tel que défini par la loi du 24 mars 2010 et ses décrets d'application ;
- de donner son accord de principe à l'accueil des jeunes en service civique volontaire, avec démarrage dès que possible après agrément ;
- de dégager les moyens humains, matériels et financiers, nécessaires à la qualité de l'accueil des volontaires et de la mise en œuvre des missions.

**Vote du Conseil :**

Pour : 27 Contre : 0 Abstentions : 0

## FINANCES

### G06-2023 Intégration et transfert des résultats du budget annexe assainissement à la CCDB

Le service assainissement est un SPIC (service public industriel et commercial). Il est soumis au principe de l'équilibre financier, posé par les articles L. 2224-1 et L. 2224-2 du CGCT. L'application de ce principe nécessite l'individualisation des opérations relatives au SPIC dans un budget spécifique et son financement par la seule redevance acquittée par les usagers.

C'est pourquoi, il est admis que les résultats budgétaires du budget annexe communal, qu'il s'agisse d'excédents ou de déficits, peuvent être transférés en tout ou en partie lors d'un transfert de compétence. Ce transfert doit donner lieu à délibérations concordantes de l'EPCI et des communes concernées. Ce principe de transfert des résultats des budgets annexes, qu'il s'agisse d'excédents ou de déficits, a été inscrit dans la Charte des principes guides de la démarche du transfert des compétences Eau et Assainissement, approuvée par le Conseil communautaire du 24 février 2021.

Le principe de transfert des excédents ou déficits a été présenté lors des différentes réunions relatives au transfert de compétence (commission assainissement, COPIL) et lors des dernières réunions de secteurs à l'ensemble des communes concernées par le transfert de l'assainissement collectif.

Le budget primitif 2023 du budget annexe assainissement de la CCDB a été approuvé par le Conseil communautaire du 5 avril 2023, en intégrant les prévisions des excédents et déficits des budgets annexes assainissement des communes. Les communes concernées sont toutefois celles qui disposent d'un budget annexe dédié à l'assainissement collectif. En effet, il n'est pas possible d'identifier de manière incontestable un résultat au sein du budget général de la commune.

Le compte de gestion 2022 de la commune étant édité par le Comptable public, le montant de l'excédent est désormais arrêté et s'élève à : 3 266 798,93 €. Il se décompose de la manière suivante :

- Excédent d'investissement : 2 946 595,26 €
- Excédent de fonctionnement : 320 203,67 €

Les écritures budgétaires à passer au budget communal pour intégrer les résultats du budget assainissement et le reversement à la CCDB seront prévus dans la décision modificative N°2. Le reversement du résultat d'investissement envisagé à la CCDB prend en compte les négociations inabouties sur les participations restant à verser au titre de l'assainissement sur les travaux d'aménagement de la ZAC de Champvans. En effet, la participation du budget assainissement au financement des réseaux de la ZAC a été arrêtée par une délibération communale du 28 mars 2013 (en annexe) qui prévoit un taux forfaitaire de 35% de la participation totale de la commune versée dans le cadre de la concession d'aménagement avec SEDIA (10% pour les réseaux d'eau). Pour information, au 1<sup>er</sup> janvier 2023, le montant des participations restant à verser au titre de l'assainissement pour la réalisation de la ZAC est estimée à 729 463,08 € en intégrant une provision pour risques et aléas. Le résultat d'investissement à reverser à la CCDB serait donc de 2 946 595,26 soustrait de ce montant de 729 463,08 soit un montant d'excédent à verser à la communauté de communes de 2 217 132,18 €.

Par ailleurs le budget communal a perçu au titre du FCTVA 2023 sur les dépenses d'assainissement 2022 une somme 55 063,73 € suivant arrêté préfectoral du 4 mai 2023. Cette somme sera reversée intégralement à la CCDB. Les crédits seront également prévus dans la décision modificative N°2.

**Il est demandé au Conseil municipal :**

- d'approuver l'intégration des résultats budgétaires du budget annexe assainissement au budget général
- d'approuver le reversement à la CCDB du résultat de fonctionnement de 320 203,67 €
- d'approuver le reversement à la CCDB du résultat d'investissement à hauteur de 2 217 132,18 €
- d'approuver le reversement du FCTVA sur les dépenses d'assainissement 2022 à la CCDB
- d'autoriser le maire à ordonnancer toutes les écritures comptables s'y rapportant

Monsieur le Maire explique que la compétence assainissement a été transférée à la CCDB. Le premier problème engendré est la gestion des eaux pluviales qui restent à la charge de la commune sur le budget général et non plus sur le budget assainissement. Cela induit des dépenses supplémentaires importantes pour la commune.

Les transferts de compétences devraient être neutres budgétairement alors qu'aujourd'hui on met de nouvelles dépenses à la charge des communes. Concernant la ZAC de Champvans, une délibération a été prise le 28 mars 2013 qui prévoit que les dépenses d'eau et assainissement de la ZAC seraient prises sur les budgets annexes de l'eau et de l'assainissement avec un « forfait » de 35% pour l'assainissement, 10% pour l'eau. Tout l'équilibre financier de la ZAC tient sur ce montage. Un transfert de compétence est mis en place avec des droits et des obligations, avec la reprise de tous les contrats, les personnels et les engagements qui y sont liés. Si la CCDB récupère les recettes d'assainissement, elle doit aussi en assumer les dépenses (forfait de 35 % pour l'assainissement) qui étaient portées par le budget assainissement de la commune afin de maintenir cet équilibre.

Monsieur Frédéric SERGENT demande si les autres communes sont concernées par cette intégration et par le transfert des résultats du budget annexe assainissement à la CCDB.

Monsieur le Maire lui répond que seule la Ville de Baume les Dames est concernée du fait de la présence d'une ZAC. Il ajoute que les services préfectoraux ont été saisis. Ils ont demandé une analyse par les services des finances publiques (DGFiP) qui confirme que la commune de Baume les Dames peut juridiquement et légitimement réclamer ces 35% de participation à la CCDB. Monsieur le Maire évoque un autre souci avec le transfert de la compétence eau : la Ville conservera la responsabilité de la Défense incendie mais ne possédera plus les réseaux et son exploitation. Les travaux liés à la Défense incendie incomberont en totalité au budget général de la Ville (et plus au budget eau).



Monsieur Frédéric SERGENT demande si le réseau d'eaux pluviales peut être transféré également.  
Monsieur le Maire lui répond que le réseau d'eaux pluviales est transféré automatiquement dans les agglomérations, mais pas en territoire rural. La CCDB ne prend donc pas le réseau d'eaux pluviales (qui relève de la compétence de la CCDB).  
Monsieur Julien BOILLLOT précise que pour le transfert du budget assainissement à la CCDB, le projet du bassin d'orage a été monté avec un budget totalement équilibré, des tarifs corrects, des taux très bas négociés avec la Caisse des Dépôts. Cela va être totalement différent avec le transfert de l'eau potable, les prix au m<sup>3</sup> eau et assainissement vont être beaucoup plus élevés selon les projections de la CCDB.

Monsieur le Maire ajoute que la CCDB prévoit en effet de doubler progressivement le tarif de l'eau.

Madame Maud BEAUQUIER intervient et indique que le bassin d'orage n'était pas financé lors du transfert.

Monsieur Julien BOILLLOT lui répond que c'est faux, les réseaux étaient totalement financés avant le transfert et le prêt était même débloqué auprès de la Caisse des dépôts.

Madame Maud BEAUQUIER revient sur sa remarque précédente, concernant l'absence de des élus concernés par ce dossier. Elle précise que Monsieur le Maire maîtrise le dossier, ce qui n'est pas son cas alors qu'elle représente Monsieur Jean-Claude MAURICE lors de la séance de ce Conseil Municipal. Elle cite « il doit y avoir » négociations ».

Monsieur le Maire et Monsieur Julien BOILLLOT lui répondent qu'il n'y a pas de négociation à ce jour.

Madame Maud BEAUQUIER leur répond que puisque cette délibération a été prise le 28 mars 2013, chacun se décharge.

Monsieur le Maire répond qu'il faut simplement reprendre ce qui a été voté lors du Conseil Municipal du 28 mars 2013, c'est un engagement juridique et financier clair et sans équivoque. Il évoque aussi le fait que la CCDB a tenté de négocier avec SEDIA dans le dos de la commune pour revenir sur ces engagements.

Les intérêts de la Commune sont de prendre cette délibération, il n'y a pas d'autre alternative.

Monsieur Frédéric SERGENT propose de reporter ce point à un prochain conseil.

Monsieur le Maire répond que les délais seront trop juste d'ici la fin de l'année.

Madame Maud BEAUQUIER propose de délibérer plus tard et souhaite une ouverture dans les négociations. Elle propose de faire au réel, avec une évaluation des mètres linéaires d'assainissement.

Monsieur le Maire lui répond que cette solution n'est guère possible et surtout pas sécurisante pour la commune. Elle induira une négociation permanente donc instable.

Madame Maud BEAUQUIER termine sur le fait que Monsieur Jean-Claude MAURICE aurait dû être présent et reste perplexe sur la façon de planifier ce Conseil Municipal.

Monsieur le Maire ne voit pas l'intérêt de repousser cette délibération, la Ville doit préserver clairement ses intérêts.

La CCDB souhaite préciser que les échanges de mails avec SEDIA, datant de mai 2023, questionnaient le montage juridique du transfert financier de la compétence assainissement de la Ville à la CCDB. En effet, la CCDB n'est pas mentionnée dans le contrat de concession et ne sait donc pas dans quelle mesure elle devra participer à l'équilibre économique de la ZAC dans le cadre de la compétence assainissement.

#### Vote du Conseil :

Pour : 23 Contre : 1 Abstentions : 3

#### G07-2023 Budget GENERAL – Décision Modificative N°2

Il est proposé d'inscrire en dépense 160 000 € à l'opération 263 afin de procéder à l'acquisition du bâtiment de l'Hôtel de la Gare en portage EPF jusqu'à présent. Cette acquisition sera financée par l'inscription d'un emprunt de 160 000 €.

Dans le cadre du transfert de la compétence Assainissement à la CCDB il est proposé :

- d'inscrire les crédits nécessaires à l'encaissement et au remboursement du FCTVA à la CCDB pour un montant total de 55 063.73 € (50 440.73 € en investissement et 4 623 € en fonctionnement)
- d'inscrire les crédits nécessaires à l'intégration des résultats 2022 du budget assainissement
- de prévoir les crédits relatifs au reversement des excédents à la CCDB

Envoyé en préfecture le 11/12/2023

Reçu en préfecture le 11/12/2023

Berger  
Levrault

FONCTIONNEMENT			
DEPENSES		RECETTES	
cpte 65888-Reverst à CCDB excédent fonct Assainissement	320 203.67	chap 002-Intégration résultat de fonct (Assainissement)	320 203.67
cpte 65888-Reverst FCTVA 2022 Assainissement à CCDB	4 623.00	cpte 744 - FCTVA 2022 (Assainissement)	4 623.00
dépenses	324 826.67	recettes	324 826.67
		solde R-D	0.00
		Sur équilibre après DM1	748 139.02
		Sur équilibre après DM2	748 139.02

INVESTISSEMENT			
DEPENSES		RECETTES	
chap 001-Annulation déficit au 31/12/22 budget général	-925 737.38	chap 001-Résultat suite intégration excédent Assainissement	2 020 857.88
cpte 1068-Reverst provisoire à CCDB excédent d'invest	2 946 595.26	(2 946 595.26 - 925 737.38)	
cpte 10222-Reverst FCTVA 2022 Assainissement à CCDB	50 440.73	cpte 10222 - FCTVA 2022 (Assainissement)	50 440.73
op 263-95-Acquisitions (rétrocession EPF hôtel de la gare)	160 000.00	16 - Emprunt	160 000.00
dépenses	2 231 298.61	recettes	2 231 298.61
		Solde R-D	0.00

Monsieur le Maire rappelle que depuis 20 ans, l'électricité consommée par l'utilisation de la piscine, gérée par la CCDB, a été payée par la commune. La Ville a calculé sur les 4 dernières années le montant dû par la CCDB. La CCDB refuse de payer pour l'instant. La Ville et la CCDB doivent encore en discuter pour trouver un terrain d'entente.

**Vote du Conseil :**

Pour : 27 Contre : 0 Abstentions : 0

#### G08-2023 Budget EAU – Révision de l'Autorisation de Programme EAU-01 Création et renouvellement de canalisations

Par délibération n° H04/2022 du 18 octobre 2022, le conseil municipal a autorisé la création de l'Autorisation de Programme et Crédits de Paiement (AP/CP) pour un montant total de 705 000 € TTC correspondant aux travaux de création et de renouvellement de canalisations en eau potable des places de l'Abbaye, République, des rues Besançon et Pergaud et de la rue du Stand. Cette AP a fait l'objet d'une révision à hauteur de 891 000 € TTC par délibération C10/2023 du 28 mars 2023 en raison du transfert de la compétence Assainissement à la CCDB. Il s'agit à présent de réviser le montant de l'AP n°EAU-01 à 1 121 000 € TTC à la suite de la nécessité des travaux de fouilles archéologiques de la place de l'Abbaye et de travaux complémentaires de la rue du Stand. La répartition des crédits de paiement sera modifiée selon l'échéancier ci-dessous :

N° AP	Budget/N° d'opération/Libellé	Montant de l'AP € TTC	Crédits de Paiement (CP) € TTC				Total CP € TTC
			2023	2024	2025	2026	
EAU-01	Budget EAU						
	Opération n°EAU22-01						
	Places de l'Abbaye et République	508 000.00	255 000.00	253 000.00			508 000.00
	Rues Besançon et Pergaud	344 400.00			100 000.00	244 400.00	344 400.00
	Rue du Stand	268 600.00	268 600.00				268 600.00
TOTAL AP/CP		1 121 000.00	523 600.00	253 000.00	100 000.00	244 400.00	1 121 000.00

Il est proposé au Conseil Municipal d'autoriser la révision de l'AP/CP n°EAU-01 et de porter son montant prévisionnel à 1 121 000 € TTC. Les crédits de paiement de l'année 2023 seront modifiés par décision modificative.

**Vote du Conseil :**

Pour : 27 Contre : 0 Abstentions : 0

#### G09-2023 Budget EAU – Décision Modificatives N°2

##### INVESTISSEMENT :

A la suite de la révision de l'AP/CP EAU-01 Création et renouvellement de canalisations, les crédits de paiement pour 2023 sont modifiés et passent de 393 000 € TTC à 523 600 € TTC. Cette augmentation se traduit par une inscription nouvelle en dépense d'investissement de 130 000 €. Elle sera financée par de l'emprunt.



INVESTISSEMENT			
DEPENSES		Publié le	
		ID : 025-212500474-20231109-H02_23-DE	
Op EAU22-01 Création et renouvellement de canalisations	130 000.00	Chap 16 - Emprunts	130 000.00
dépenses	130 000.00	recettes	130 000.00
		Solde R-D	0.00

**Vote du Conseil :**

Pour : 27 Contre : 0 Abstentions : 0

**G10-2023 Subventions exceptionnelles à l'association Union Motocycliste Baumoise**

L'association sollicite une subvention exceptionnelle auprès de la Ville de Baume les Dames pour la réparation de leur excavatrice. Cet engin est utilisé pour réparer la piste tous les 15 jours afin d'assurer la sécurité des pilotes. L'UMB sollicite également la Ville pour obtenir une subvention exceptionnelle de 9000€ pour l'organisation de leur motocross le 3 septembre. Ce motocross compte pour le Championnat de Bourgogne Franche Comté et accueille environ 200 pilotes.

**Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver l'attribution d'une subvention exceptionnelle d'un montant de 500 € pour l'organisation de la manifestation et d'une subvention exceptionnelle de 500 € pour la réparation de l'engin à l'association Union Motocycliste Baumoise.**

**Vote du Conseil :**

Pour : 25 Contre : 0 Abstentions : 0

**G11-2023 Subvention exceptionnelle à l'association Baume les Dames BMX**

Six pilotes de l'association Baume les Dames BMX ont participé aux Challenges France qui se déroulaient à Strasbourg, Calais, Champey et Chalette sur Loing cette année. L'association demande une subvention exceptionnelle pour aider financièrement les pilotes aux frais de déplacement.

**Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver l'attribution d'une subvention exceptionnelle d'un montant de 200 € à Baume les Dames BMX.**

**Vote du Conseil :**

Pour : 25 Contre : 0 Abstentions : 0

**G12-2023 Subvention exceptionnelle à l'association Souvenir Français**

L'association sollicite une subvention exceptionnelle. Aussi, afin de soutenir leurs actions (entretien des tombes, achats de gerbes pour les cérémonies de la Ville, sensibilisation des jeunes générations...), **il est proposé au Conseil Municipal d'allouer à l'association Souvenir Français une subvention exceptionnelle d'un montant de 400 €.**

**Vote du Conseil :**

Pour : 25 Contre : 0 Abstentions : 0

**G13-2023 Rapport sur le Prix et la Qualité du Service (RPQS) Eau et Assainissement 2022**

L'article L2224-5 du code général des collectivités territoriales (CGCT) impose aux collectivités qui ont une compétence dans le domaine de l'eau potable ou de l'assainissement, de réaliser un rapport annuel sur le prix et la qualité des services publics d'eau potable et d'assainissement. Ce rapport est présenté au plus tard dans les neuf mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné. Le rapport et l'avis du conseil municipal ou de l'assemblée délibérante sont mis à la disposition du public dans les conditions prévues à l'article L. 1411-13. Le Maire y joint la note établie chaque année par l'agence de l'eau sur les redevances figurant sur la facture d'eau des abonnés et sur la réalisation de son programme pluriannuel d'intervention.

En application de l'article D.224-7 du CGCT, le présent rapport et sa délibération seront transmis dans un délai de 15 jours au Préfet et au système d'information prévu à l'article L213-2 du code de l'environnement (le SISPEA). Ce SISPEA correspond à l'observatoire national des services publics de l'eau et de l'assainissement. A noter que le prochain rapport 2023 sur l'assainissement ne sera plus présenté par la Ville mais par la CCDB à la suite du transfert de compétence. Ci-joints le RPQS relatif à l'assainissement ainsi qu'à l'eau potable établi par notre assistant à maîtrise d'ouvrage (PAGE), accompagné de la note d'information « redevances » de l'Agence Rhône Méditerranée Corse.

**Il est proposé au Conseil Municipal d'adopter le rapport de l'eau potable et le rapport de l'assainissement 2022.**

**Monsieur le Maire indique qu'avec l'eau et l'assainissement la commune va transférer à l'intercommunalité deux très bons services, bien tenus financièrement et techniquement. La Ville de Baume les Dames est, en outre, une commune de ressources en eau puisqu'elle vend plus de 70 000 m<sup>3</sup> aux communes extérieures.**

**Vote du Conseil :**

Pour : 27 Contre : 0 Abstentions : 0

**COMMANDE PUBLIQUE****G14-2023 Concession de service public pour la gestion et l'exploitation du Complexe Touristique : bilan de la saison 2022**

Conformément aux dispositions prévues à l'article L1411-3 du Code général des Collectivités Territoriales et à l'article L3131-5 du Code de la Commande Publique, VACANCES ULVF produit chaque année un rapport comportant notamment les comptes retraçant les opérations afférentes à l'exécution du contrat et une analyse de la qualité des services. Le rapport de l'année 2022, annexé à la présente, reprend la fréquentation, le bilan des activités et animations, les travaux effectués ainsi que le bilan financier.



Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver ce bilan et d'autoriser Monsieur rapportant, sous réserve de la réalisation avant le 29 février 2024 des travaux des travaux listés en annexe.

Il y a quelques litiges et remarques sur ce rapport.

Madame Sylviane MARBOEUF interpelle sur le mauvais entretien général et des équipements.

Madame Sylviane MARBOEUF et Monsieur Frédéric SERGENT soulignent qu'un état des lieux a été établi et qu'il faudra s'y référer.

Monsieur Jean-Marc VUILLEMIN propose que les éléments de 2023 soient également intégrés à ce rapport.

**Vote du Conseil :**

Pour : 25 Contre : 0 Abstentions : 0

#### G15-2023 Convention de groupement de commandes pour une opération de travaux – Réfection de la toiture et du pignon de l'immeuble au 26 Avenue Kennedy

Dans le cadre de la vente du bien sis 26 avenue Kennedy à Baume les Dames, la Ville souhaite au préalable réaliser des travaux de désamiantage et de réfection de toiture et de pignon. La partie du toit concernée par les travaux est propriété à la fois de la Ville (mise à disposition par l'EPF) et de la SCI Guibard.

Afin de ne pas multiplier les interventions, de garantir une uniformité dans le traitement du toit sur les deux propriétés et de permettre une meilleure négociation des coûts de travaux, la Ville et la SCI GUIBARD ont décidé de mutualiser les travaux.

A cette fin, il convient d'établir une convention de groupement de commandes avec la SCI GUIBARD. Cette convention prend acte du principe et de la création du groupement de commandes. Elle désigne la Ville et la SCI Guibard comme co-coordonnateurs. Les missions de chacun des membres sont définies dans le projet de convention joint en annexe.

Il est proposé aux membres du Conseil Municipal de se prononcer sur les engagements de la Ville de Baume les Dames contenus dans ce document et d'autoriser Monsieur le Maire à signer cette convention et toutes les pièces à intervenir.

**Vote du Conseil :**

Pour : 25 Contre : 0 Abstentions : 0

#### G16-2023 Rectification d'une erreur matérielle - Avenant n°1 relatif à la maîtrise d'œuvre pour la Maison des Sports

Considérant qu'une erreur matérielle a été constatée a posteriori sur la délibération n° E08/2023 du 1<sup>er</sup> juin 2023 relative à l'avenant n°1 pour la maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation d'une habitation en vestiaires collectifs et bureaux au stade Raguin, il convient de procéder à la rectification de cette erreur matérielle.

Par délibération en date du 18 octobre 2022, le conseil municipal a retenu le groupement La Fabrike (25000 Besançon) Mandataire / Balme Architecte / B2EC / CETEL / Bat ECO, pour une mission de maîtrise d'œuvre relative à la réhabilitation de la Maison des Sports, dont le coût estimé des travaux est de 800 000.00 € HT, avec un montant total des honoraires de 79 500.00 € HT (marché de base 71 200.00 + MC1 : 8 000.00 HT + MC2 : 300.00 HT).

Le présent avenant a pour objet de modifier la répartition des tâches au sein du groupement.

Le bureau d'études CETEL se trouvant dans l'impossibilité d'assurer les prestations d'études structure qui lui reviennent, La Fabrike Architectes, mandataire du groupement conjoint, prend à sa charge cette compétence.

Les prestations d'études structure feront l'objet d'un acte de sous-traitance.

Les honoraires seront répartis de la manière suivante :

Éléments de mission	Montant HT	Cotraitant 1 La Fabrike	Cotraitant 2 Balme	Cotraitant 3 Bat eco	Cotraitant 4 B2EC
DIAG ESQ	4 796	3 096	1 200		500
APS	8 742	5 742		2 200	800
APD	12 164	6 764		2 800	2 600
PRO	14 630	7 530	1 000	3 500	2 600
ACT	3 592	1 692		1 100	800
EXE	4 172	1 872	1 500		800
DET	21 320	6 720	12 000		2 600
AOR	1 784	360	824		600
<b>Total</b>	<b>71 200</b>	<b>33 776</b>	<b>16 524</b>	<b>9 600</b>	<b>11 300</b>

Missions complémentaires	Montant HT	Cotraitant 1 La Fabrike	Cotraitant 2 Balme	Cotraitant 3 Bat eco	Cotraitant 4 B2EC
MC1 OPC	8000		8000		
MC2 Etude thermique	300				300

Le montant des honoraires est inchangé.

Il est proposé au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer toutes les pièces à intervenir.

**Vote du Conseil :**

Pour : 25 Contre : 0 Abstentions : 0

## Aménagement / urbanisme / cadre de vie

#### G17-2023 Désignation d'un élu référent pour le groupement de commande SYDED pour les audits énergétiques

En complément de la délibération F16-2023 de juillet 2023 portant « Convention avec le SYDED pour la réalisation d'audits énergétiques », il est demandé au Conseil Municipal de désigner un Elu municipal référent pour le groupement de commande SYDED en vue de la réalisation d'audits énergétiques.



Monsieur Sébastien FERNIOT est désigné élu référent pour le groupement de commandes SYDED pour l'éclairage public des communes de la Communauté de Communes Doubs Baumoises.

**Vote du Conseil :**

Pour : 25 Contre : 0 Abstentions : 0

### G18-2023 Adhésion au groupement de commandes pour la rénovation de l'éclairage public des Communes de la Communauté de Communes Doubs Baumoises

La Communauté de Communes Doubs Baumoises propose aux communes de son territoire d'adhérer à un groupement de commandes afin de rénover leurs installations d'éclairage public en bénéficiant d'aides financières de l'État et du SYDED. La première phase de l'opération consiste à réaliser les diagnostics des installations pour chaque commune bénéficiaire, mission assurée par le SYDED.

Selon le projet de convention, le SYDED mettrait à disposition un agent spécialisé sur une base de 10 journées pour la Ville de Baume les Dames pour la rénovation estimée à 627 points lumineux (2 700 € réglé par la CCDB au terme de la prestation du SYDED) et la CCDB conduira et coordonnera l'opération.

Les travaux qui seront planifiés et réalisés à la suite des diagnostics feront l'objet d'un groupement de commandes tel que prévu aux articles L.2113-6 à 8 du code de la commande publique. La mise en place de ce groupement, ainsi que ses modalités de fonctionnement sont arrêtées dans la convention constitutive jointe en annexe, qui doit être validée et signée par chacun des membres.

Le financement attendu est le suivant :

- **SYDED 2024** (cf les critères de subvention du SYDED) :  
175 euros / points lumineux pour les communes de - 2 000 habitants  
125 euros / points lumineux pour les communes de + 2 000 habitants
- **Fonds vert 2024** (cf les critères de subvention du Fonds vert) : 30%

Le planning prévisionnel de l'opération est le suivant :

- Programme de travaux : 2nd semestre 2023 ;
- Consultation des entreprises : 2ème trimestre 2024 ;
- Réalisation des travaux : 2nd semestre 2024.

**Considérant que la commune participe à l'opération de rénovation de l'éclairage public et que ce groupement présente un intérêt, le Conseil Municipal est invité à se prononcer sur :**

- o **L'approbation au recours au groupement de commandes pour rénover le parc d'éclairage public des communes participantes, membres de la CCDB ;**
- o **L'acceptation de l'ensemble des termes de la convention constitutive du groupement jointe en annexe ;**
- o **La désignation de Monsieur Julien BOILLLOT, Elu référent**
- o **L'autorisation du Maire à signer cette convention et à prendre toutes dispositions nécessaires à son exécution ;**
- o **L'acceptation à régler les sommes dues au titre de ladite convention, correspondant à toutes les prestations exécutées dans le cadre de l'opération pour le compte de la commune ;**
- o **L'engagement à l'inscription des dépenses relatives à l'opération au budget de la commune.**

**Vote du Conseil :**

Pour : 25 Contre : 0 Abstentions : 0

### G19-2023 Exercice du droit de préemption – parcelles forestières ZH 100 et 101

Dans le cadre du droit de préemption institué par l'article L.331-22 du Code forestier, Maître Sophie LEPARLIER a notifié à la commune que Messieurs Pascal et Michel MORIZOT Jean projettent de vendre leurs propriétés boisées ci-après désignées, sur la commune de Baume les Dames :

- cadastrée section ZH n°100, au lieu-dit « Aux Combes », d'une contenance de 48a 05ca,
- cadastrée section ZH n°101, au lieu-dit « Aux Combes », d'une contenance de 18a 85ca.

La commune a donc la possibilité d'acquérir ces parcelles aux conditions suivantes :

- le prix est de sept cents euros (700,00€), payable comptant le jour de la signature de l'acte authentique de vente,
- transfert de propriété : au jour de la signature de l'acte authentique,
- entrée en jouissance : au jour de la signature de l'acte.

Les frais d'acte restent à la charge de la commune.

L'agent patrimonial de l'ONF a été consulté. Lesdites parcelles représentent un intérêt dans le cadre de l'accroissement du domaine boisé de la commune.

Monsieur le Maire propose d'acquérir ces parcelles pour les intégrer dans le patrimoine forestier communal.

**Il est donc proposé au Conseil Municipal :**

- **D'approuver cette acquisition,**
- **D'autoriser la prise en charge par la Ville des frais inhérents à cette acquisition,**
- **D'autoriser le Maire, ou son adjoint délégué, à signer tous les actes et documents devant intervenir dans ce dossier.**

**Vote du Conseil :**

Pour : 25 Contre : 0 Abstentions : 0

### G20-2023 Rétrocession EPF – Hôtel de la Gare

**Exposé des motifs :**

Monsieur le Maire expose au conseil municipal que la commune a sollicité l'EPF dans le cadre d'un portage foncier en vue de réaliser un projet de renouvellement urbain lié à la redynamisation du centre-bourg/ouvrage de stationnement

Les conditions générales d'intervention de l'EPF sont régies par les articles du code de l'urbanisme, et précisées par son règlement intérieur. Une convention opérationnelle, qui fixe les conditions particulières de l'opération, a été conclue entre la commune et l'EPF.



Suite à la signature de la convention opérationnelle, l'EPF a acquis le 26 janvier 2017 p suivante : cadastrée section AH n°821 de 4 ares 39 centiares sise 3 avenue Bernard.

Selon l'article 3 de la convention opérationnelle citée ci-dessus, la commune de Baume les Dames s'engage notamment à racheter ou garantir le rachat des biens acquis par l'EPF en fin de période de portage conformément aux conditions du règlement intérieur. Le règlement intérieur dans son article 8-1 indique que le prix de rétrocession est calculé en ajoutant au prix global la participation aux frais de portage. Le prix global est composé du prix d'acquisition, des frais d'acquisition (frais d'actes, de notaire, diagnostic, géomètre...), des indemnités de toute nature versées aux propriétaires, locataires ou ayants droit, des frais de pré-aménagement (démolition, dépollution, nettoyage, protection...) et du solde des frais de gestion externalisés (gestion des biens, impôts...). En application de la convention opérationnelle et du règlement intérieur, la revente du bien ne peut donc se réaliser qu'au prix d'acquisition de 160 000 €, majoré des frais engagés par l'EPF sur ce bien.

Le pôle d'évaluation domaniale (France Domaine), par un courrier en date du 20 juillet 2023 référencé 2023-25047-52125, a estimé le prix d'acquisition de ce bien. Le projet de la commune de Baume les Dames étant sur le point de se réaliser, il est donc proposé au conseil municipal de demander à l'Etablissement Public Foncier Doubs BFC, la rétrocession du bien indiqué ci-dessus. La rétrocession s'effectuera au profit de la commune de Baume les Dames.

Elle aura lieu moyennant le prix d'acquisition payé par l'EPF majoré des frais engagés, dont la liste non exhaustive est la suivante (certains coûts étant calculés en fonction de la date de signature de rétrocession) :

- Prix d'acquisition initial : 160 000 €
- Frais d'acte notarié initiaux : 3 120,05 €
- Taxe foncière de 2023 : Non connue à ce jour à titre indicatif, taxe foncière 2022 de 2 578 euros.

Le cas échéant, une taxe sur la valeur ajoutée pourra être appliquée.

Il conviendra également de procéder au paiement du solde des frais de portage dû lors de la signature de l'acte de rétrocession. Au cas où l'avis d'imposition de la taxe foncière pour l'année en cours viendrait à être appelé auprès de l'EPF, la commune s'engage à rembourser cette taxe à l'EPF à première demande, ainsi que les frais éventuels qui seraient réglés par l'EPF postérieurement à l'acte notarié de rétrocession.

#### Il est donc proposé au Conseil Municipal

- de demander à l'EPF la rétrocession du bien en portage aux prix et conditions visés ci-dessus au profit de la commune de Baume les Dames,
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son adjoint délégué, à signer l'acte notarié de rachat et tout document s'y rapportant.

#### Vote du Conseil :

Pour : 25 Contre : 0 Abstentions : 0

#### G21-2023 Echange foncier THOURET

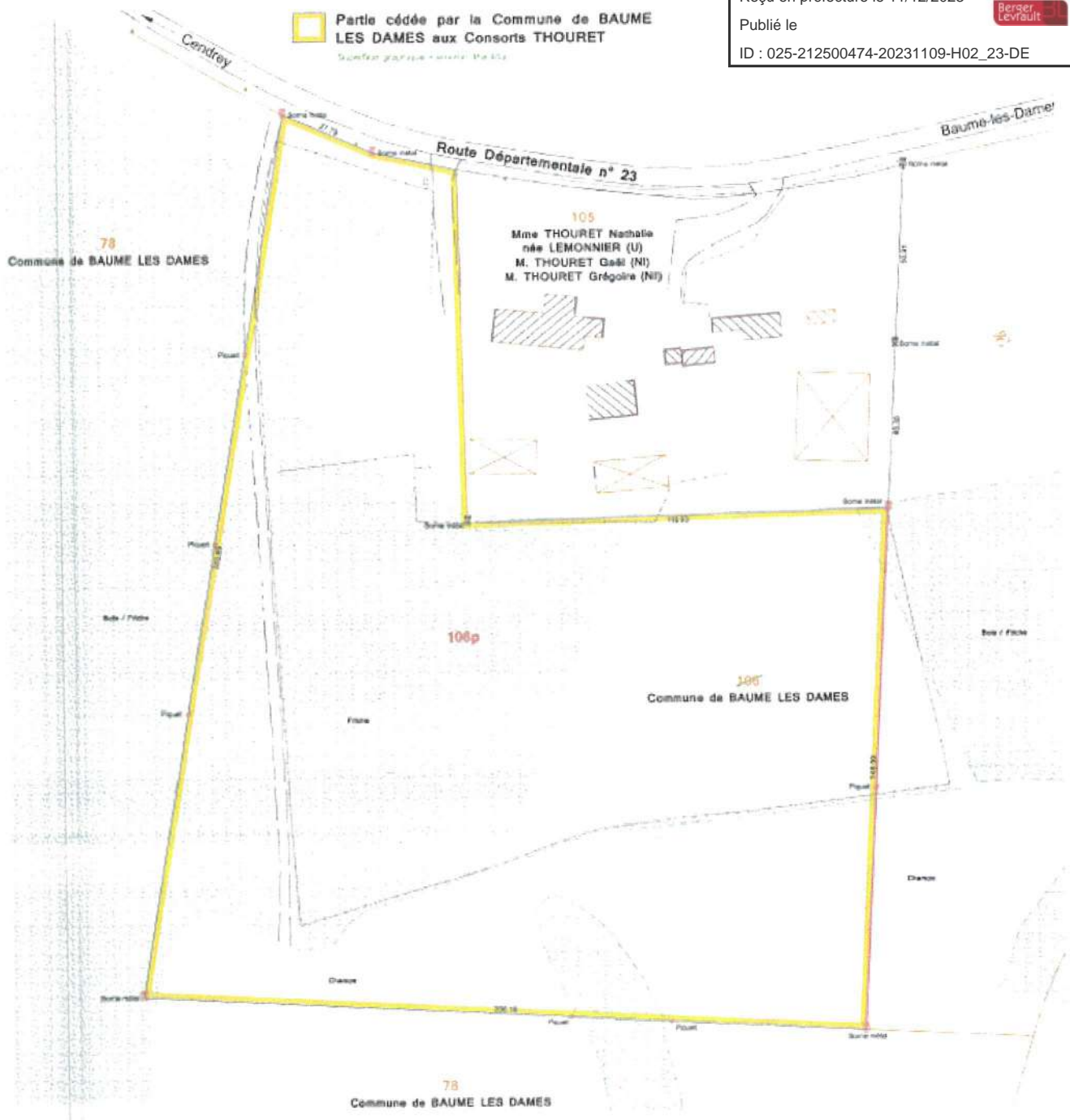
Messieurs THOURET Grégoire et Gaël, propriétaires forestiers, ont fait part à la Ville de Baume les Dames de leur intérêt pour échanger des parcelles boisées, leur appartenant, et une partie de la parcelle cadastrée section ZB n°106, appartenant à la commune, conformément au plan ci-dessous.

L'accord entre la commune et Messieurs THOURET prend la forme d'un échange foncier comme suit :

- Messieurs THOURET acquièrent une portion de la parcelle cadastrée section ZB n°106 d'une superficie de 34 500 m<sup>2</sup>, matérialisée en jaune sur le plan ci-dessous,
- Et cèdent les propriétés boisées suivantes :

Section	Numéro
ZL	76
	78
	95
	99
	102
	105
	111
	114
	122
	136
	141
	143
	157
ZB	74
	100
	102

Les frais inhérents à cet échange sans soulte seront à la charge de Messieurs THOURET.



Les cessions d'immeubles ou de droits réels immobiliers, quelle qu'en soit leur forme, sont soumises à la consultation du service des Domaines sans condition de montant pour les communes de plus de 2000 habitants. L'avis consultatif des services des Domaines est ci-annexé.

Il est donc proposé au Conseil Municipal :

- D'accepter l'échange de terrains sans soulte entre la Ville et Messieurs THOURET,
- De préciser que les frais d'actes seront à la charge de Messieurs THOURET,
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer l'acte d'échange sans soulte à venir et toutes les pièces afférentes à ce dossier.

Monsieur Jean-Claude ALAMPI trouve que l'échange s'avère très favorable au GAEC THOURET.

Monsieur le Maire souligne que c'est également une démarche de soutien pour leur permettre de développer leur activité agricole.

Vote du Conseil :

Pour : 25 Contre : 0 Abstentions : 0

#### G22-2023 Echange foncier DROZ-BARTHELET

Dans le cadre de la réfection de voirie et afin d'assurer la continuité du cheminement piéton, il est proposé de procéder à l'échange d'une portion du domaine communal non cadastré et une portion de la parcelle cadastrée AZ n°32, appartenant à Monsieur et Madame DROZ-BARTHOLET Damien, conformément au plan ci-dessous.

L'accord entre la commune et Monsieur et Madame DROZ-BARTHOLET prend la forme d'un échange foncier comme suit :

- Monsieur et Madame DROZ-BARTHOLET Damien acquièrent une portion du domaine communal non cadastré d'une superficie de 25 m<sup>2</sup>, matérialisée en vert sur le plan ci-dessous,



Envoyé en préfecture le 11/12/2023

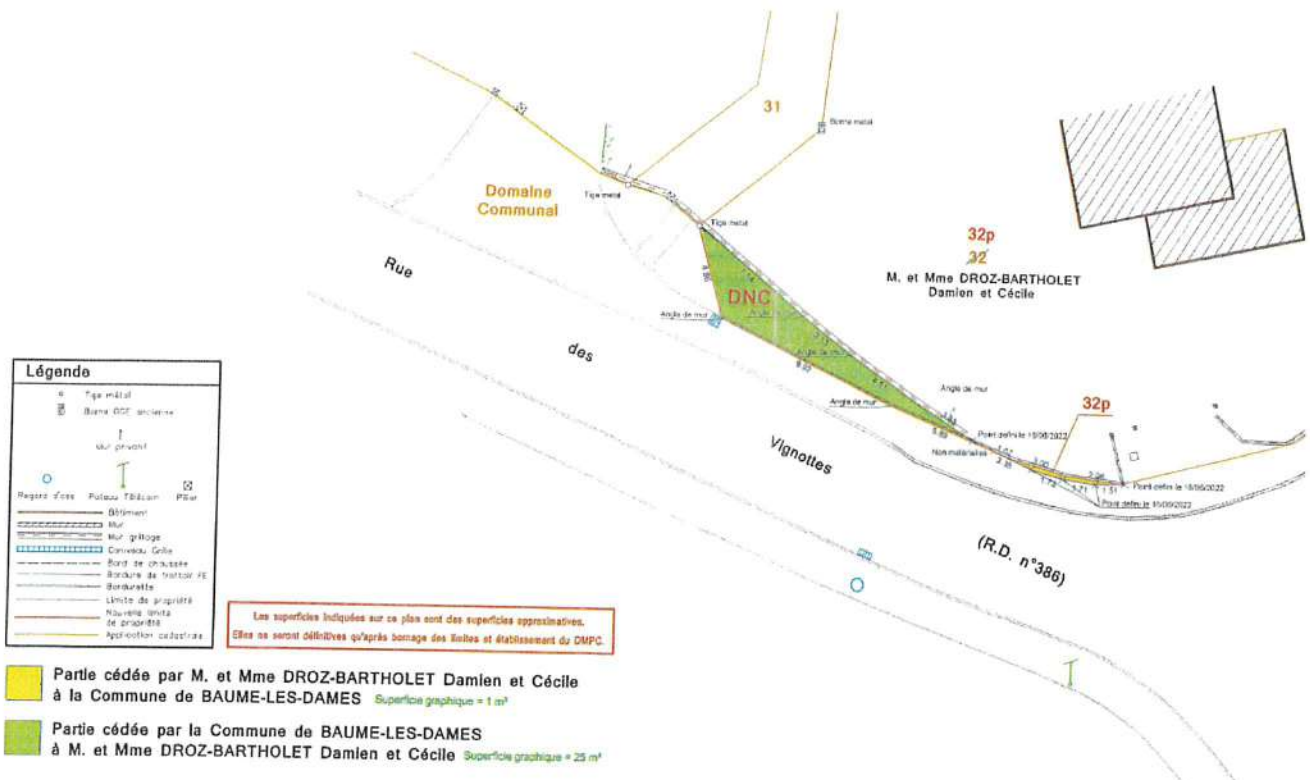
Reçu en préfecture le 11/12/2023

Publié le

ID : 025-212500474-20231109-H02\_23-DE

Berger  
Levisault

- et cèdent une portion de la parcelle cadastrée section AZ n°32 d'une superficie de 1 m<sup>2</sup> matérialisée en jaune sur le plan ci-dessous, permettrait la continuité et la sécurisation du cheminement piéton par la commune. Cet échange foncier se régularisera sans soulte. Les frais induits par cette transaction seront pris en charge par la ville.



Il est donc proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver cet échange foncier,
- D'autoriser la prise en charge par la Ville des frais lui incombant,
- D'autoriser Monsieur le Maire et ses adjoints délégués à signer tous les actes et documents devant intervenir dans le dossier.

**Vote du Conseil :**

Pour : 25 Contre : 0 Abstentions : 0

#### G23-2023 Subvention façade Mme BELZACQ - 4 Rue Boiteux

Mme BELZACQ nous a fait parvenir un dossier de demande de subvention au titre de la politique de ravalement de façade communale pour leur projet situé au 4 rue Boiteux à Baume les Dames. Lors de la municipalité du 7 novembre 2022, les élus ont décidé d'accorder une subvention à hauteur de 4 000 € sur un total de travaux s'élevant à 14 622,40 € HT. Afin de verser la subvention à Mme BELZACQ, vous trouverez ci-dessous des photographies des travaux ainsi qu'en annexe une demande de paiement et le dossier relatif aux travaux.

Il est proposé au Conseil Municipal de voter une subvention de 4 000 € au titre de la politique de ravalement de façade à l'intention de Mme BELZACQ.

**Vote du Conseil :**

Pour : 25 Contre : 0 Abstentions : 0



**G24-2023 Convention de mise à disposition en vue d'un mat de mesure du gisement éolien**

Par délibération en date du 28 mars 2023, il a été décidé de signer une convention de mise à disposition d'étudier et de développer un projet éolien sur la commune. Afin de confirmer le potentiel éolien, des mesures de vents et une analyse du gisement doivent être réalisés sur le site éolien envisagé. Un premier emplacement est proposé sous réserve de validation de la part des services de l'Etat et de la DGAC.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

- de se prononcer sur le projet de convention,
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer le document et à valider si nécessaire un éventuel nouvel emplacement.

**Vote du Conseil :**

Pour : 25 Contre : 0 Abstentions : 0

## RESSOURCES HUMAINES

**G25-2023 Modification du tableau des effectifs****Le Maire rappelle à l'Assemblée :****Le Conseil Municipal,**

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code général de la fonction publique,

Vu le budget communal,

Vu le tableau des emplois adopté par le Conseil Municipal le 14/09/2023,

Considérant que les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Considérant qu'il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services, même lorsqu'il s'agit de modifier le tableau des emplois pour permettre des avancements de grade.

Considérant la nécessité de créer :

- \* Un emploi d'adjoint technique principal de 2<sup>ème</sup> classe dans le cadre du détachement pour le poste de Conducteur de travaux
- \* Un emploi d'adjoint technique à temps non complet pour l'organisation de l'accompagnement scolaire

Considérant qu'un contractuel peut être recruté sur cet emploi, en application de l'article L332-8 3° du code général de la fonction publique « *emplois dans les communes de moins de 1 000 habitants ou groupements de communes de moins de 15000 habitants* ».

Si les emplois créés ne peuvent être pourvu par un fonctionnaire, les fonctions peuvent être exercées par un agent contractuel.

Les candidats devront justifier de diplômes équivalents au grade de l'emploi et, ou d'une expérience significative sur le poste.

La rémunération est fixée sur la base des grilles indiciaires, compte-tenu des fonctions occupées, de la qualification requise pour leur exercice, de la qualification détenue par l'agent ainsi que son expérience.

Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés dans les emplois seront inscrits au budget.

**Il est donc demandé au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire, à partir du 01/07/2023, de :****▪ CREER :**

- \* Un emploi d'adjoint technique principal de 2<sup>ème</sup> classe à temps complet (35/35<sup>ème</sup>)
- \* Un emploi d'adjoint technique à temps non complet (5,47/35<sup>ème</sup>)

**▪ CONSERVER :**

- \* Un emploi de rédacteur principal de 2<sup>ème</sup> classe à temps complet (35/35<sup>ème</sup>)  
(annule et remplace la suppression au Conseil Municipal du 11/07/2023)



ETAT DU PERSONNEL (à compter du 14/09/2023)						Reçu en préfecture le 11/12/2023 Publié le ID : 025-212500474-20231109-H02_2		
Désignation Grade	Cat.	EMPLOIS BUDGETAIRES			EFFECTIFS			
		Emplois Temps Complets	Emplois Temps Non Complet	TOTAL	Titulaire	Non titulaire	Non pourvus	TOTAL
ADMINISTRATIVE								
Adjoint administratif	C	10	0.5	10.5	9.5	0	1	10.5
Adjoint administratif ppal 1ère classe	C	3	0	3	2	0	1	3
Rédacteur	B	1	0	1	1	0	0	1
Rédacteur principal de 2ème classe	B	1	0	1	1	0	0	1
Attaché territorial	A	3	0	3	1	1	1	3
Attaché principal	A	1	0	1	1	0	0	1
TECHNIQUE								
Adjoint technique	C	13	0.16	13.16	9	2.16	2	13.16
Adjoint technique ppal 2ème classe	C	5	1.03	6.03	5.03	0	1	6.03
Adjoint technique ppal 1ère classe	C	2	0	2	2	0	0	2
Agent de maîtrise principal	C	1	0	1	1	0	0	1
Technicien ppal 2ème classe	B	1	0	1	1	0	0	1
Technicien ppal 1ère classe	B	2	0	2	2	0	0	2
Ingénieur	A	1	0	1	0	0	1	1
SOCIALE								
Assistant socio-éducatif	A	1	0	1	1	0	0	1
CULTURELLE								
Adjoint du patrimoine	C	2	0.5	2.5	2	0	0.5	2.5
TOTAUX				49.18	38.53	3	7.50	49.18

Le tableau des emplois est ainsi modifié à compter du 14/09/2023,

#### FILIERE : ADMINISTRATIVE

Cadre d'emploi : Rédacteur territorial

- **Grade : Rédacteur principal de 2<sup>ème</sup> classe :**  
ancien effectif : 1  
**nouvel effectif : 1**

#### FILIERE : TECHNIQUE

Cadre d'emploi : Adjoint technique territorial

- **Grade : Adjoint technique :**  
ancien effectif : 13  
**nouvel effectif : 13.16**

Cadre d'emploi : Adjoint technique territorial

- **Grade : Adjoint technique principal de 2<sup>ème</sup> classe :**  
ancien effectif : 5,03  
**nouvel effectif : 6,03**

#### Vote du Conseil :

Pour : 25 Contre : 0 Abstentions : 0

#### G26-2023 Modification du RIFSEEP

#### Le Maire rappelle à l'Assemblée :

Le suivi annuel de l'assurance statutaire montre une dégradation accrue du taux d'absentéisme de la collectivité et indique dans son rapport :

- que le ratio d'absence se situe au-dessus de la moyenne des autres communes ;
- que la part du temps perdu en raison des absences est de 11,9 % ; ce qui représente 5 agents absents sur l'année ;
- que 3,1 arrêts et 37 jours d'arrêt sont recensés en moyenne chaque mois en maladie ordinaire.

Il est proposé la mise en place des actions suivantes :

1. **Un suivi renforcé des absences** : examen attentif des motifs d'absences pour mieux comprendre les raisons sous-jacentes, et, selon les cas, un travail sera mené plus en avant avec le médecin du travail pour accompagner les agents et également effectuer des contrôles si nécessaire par les autorités compétentes,
2. **Une sensibilisation à l'importance de la présence au travail** : organisation, au besoin, de rendez-vous individuels pour rappeler l'impact des absences de chaque agent sur l'efficacité de l'équipe et de la collectivité, et le cas échéant trouver des solutions pour les situations exceptionnelles. Les absences individuelles entraînent une surcharge de travail pour les agents palliant les absences ponctuelles répétées. La réduction notamment des absences non justifiées, permet une organisation du travail plus aisée et une charge de travail plus régulières pour chaque agent.
3. **Une modification du RIFSEEP** (Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel) mis en place pour tenir compte de l'assiduité et de l'engagement professionnel de chacun. Le régime indemnitaire (IFSE et CIA) est impacté afin de valoriser la présence régulière et l'assiduité au travail ; des absences répétées impactent la rémunération finale des agents.

L'objectif de ces aménagements du RIFSEEP est le maintien d'un environnement de travail sain et efficient, et la diminution des frais liés au contrat d'assurance des risques statutaires qui s'élèvent, dans un contexte financier tendu, à plus de 120 000€ par an pour la collectivité.



Ces nouvelles mesures salariales s'appliqueront à tous les collaborateurs et sont détaillées dans le projet de délibération, travaillé en concertation avec le Centre de Gestion du Doubs et présenté au cours de l'Assemblée Territoriale (CST).

Le nouveau RIFSEEP sera progressivement mis en place pour garantir une transition fluide et équitable.

## Le Conseil Municipal,

### Sur rapport de l'autorité territoriale,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,  
Vu le Code Général de la Fonction Publique, et notamment ses articles L 714-1 et L 714-4 à L 714-13,  
Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1er alinéa de l'article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984,  
Vu le décret n° 2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés,  
Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,  
Vu le décret n° 2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,  
Vu l'arrêté du 29 juin 2015 pris pour l'application au corps des administrateurs civils des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,  
Vu l'arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,  
Vu l'arrêté du 19 mars 2015 pris pour l'application aux corps des secrétaires administratifs des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,  
Vu l'arrêté du 20 mai 2014 pris pour l'application aux corps d'adjoints administratifs des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,  
Vu l'arrêté du 14 février 2019 portant application au corps des ingénieurs des ponts, des eaux et des forêts des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,  
Vu l'arrêté du 5 novembre 2021 portant application au corps des ingénieurs des travaux publics de l'Etat et aux emplois d'ingénieur en chef des travaux publics de l'Etat du 1er groupe et du 2e groupe des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,  
Vu l'arrêté du 5 novembre 2021 portant application au corps des techniciens supérieurs du développement durable des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,  
Vu l'arrêté du 28 avril 2015 pris pour l'application aux corps d'adjoints techniques des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,  
Vu l'arrêté du 30 décembre 2016 pris pour l'application au corps des adjoints techniques d'accueil, de surveillance et de magasinage des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,  
Vu l'arrêté du 23 décembre 2019 pris pour l'application au corps des conseillers techniques de service social des administrations de l'Etat ainsi qu'à l'emploi d'inspecteur technique de l'action sociale des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,  
Vu l'arrêté du 23 décembre 2019 pris pour l'application au corps des assistants de service social des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,  
Vu la circulaire NOR : RDFS1427139C du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,  
Vu la circulaire du 3 avril 2017 relative à la mise en place du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) dans la fonction publique territoriale,  
Vu la délibération n°114/2020 du 12 octobre 2020 portant modification du RIFSEEP suite à parution d'un nouveau décret,  
Vu la validation du contenu par le Centre de Gestion du Doubs les 1<sup>er</sup> et 6 juin 2023.  
Vu l'avis du Comité social territorial en date du 04 juillet et du 08 août 2023 relatif à la mise en place des critères professionnels liés aux fonctions et à la prise en compte de l'expérience professionnelle en vue de l'application du RIFSEEP aux agents de la collectivité de Baume les Dames,  
Considérant que le nouveau régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) mis en place pour la fonction publique de l'Etat est transposable à la fonction publique territoriale, en application du principe de parité ;  
Considérant qu'il se compose de deux parties :

- **l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) qui vise à valoriser l'exercice des fonctions et constitue l'indemnité principale de ce nouveau régime indemnitaire,**
- **le complément indemnitaire annuel (CIA) lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir,**

Considérant que dans ce cadre, la collectivité a engagé une réflexion visant à refondre le régime indemnitaire des agents et instaurer le RIFSEEP, afin de remplir les objectifs suivants :

- **prendre en compte le positionnement hiérarchique des agents, au regard de l'organigramme**
- **reconnaitre les spécificités de certains postes ;**
- **susciter l'engagement des collaborateurs ;**



- valoriser l'exercice des fonctions,
  - redonner du sens à la rémunération indemnitaire,
  - renforcer la cohérence entre les filières
  - corriger les disparités existantes au sein du régime des primes allouées aux agents de la collectivité
- Il est donc demandé au Conseil Municipal :

Envoyé en préfecture le 11/12/2023

Reçu en préfecture le 11/12/2023

Publié le

ID : 025-212500474-20231109-H02\_23-DE



## I. MISE EN PLACE DE L'INDEMNITE DE FONCTIONS, DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (I.F.S.E.)

### Article 1. – Le principe de l'I.F.S.E. :

L'IFSE constitue la partie principale du RIFSEEP. Elle a pour objet de valoriser l'exercice des fonctions. Cette indemnité repose :

- sur la nature des fonctions exercées par les agents,
- sur la prise en compte de l'expérience professionnelle acquise par les agents dans l'exercice de leurs fonctions.

L'IFSE étant fondé sur la valorisation d'exercice des fonctions, son taux sera modulé selon l'absentéisme de chaque agent.

### Article 2. – Les bénéficiaires de l'I.F.S.E. :

Les bénéficiaires de l'I.F.S.E. sont :

- les agents titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel,
- les agents contractuels de droit public à temps complet, à temps non complet et à temps partiel

### Article 3. – La détermination des groupes de fonctions et des montants maxima de l'I.F.S.E. :

Chaque cadre d'emplois est réparti entre différents groupes de fonctions au vu des critères professionnels suivants :

Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception, et notamment :

- le niveau hiérarchique
- le nombre de collaborateurs (encadrés directement)
- le type de collaborateurs encadrés
- le niveau d'encadrement
- le niveau de responsabilités liées aux missions (humaine, financière, juridique, politique...)
- le niveau d'influence sur les résultats collectifs

Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions, et notamment :

- la connaissance requise
- la technicité / niveau de difficulté
- le champ d'application
- les diplômes requis
- les certifications requises
- l'autonomie
- la rareté de l'expertise

Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel, et notamment :

- les relations externes / internes (typologie des interlocuteurs)
- le contact avec publics difficiles
- l'impact sur l'image de la collectivité
- le risque d'agression physique
- le risque d'agression verbale
- l'exposition aux risques de contagion(s)
- le risque de blessure
- l'itinérance/déplacements
- la variabilité des horaires
- les horaires décalés
- les contraintes météorologiques
- le travail posté
- l'obligation d'assister aux instances
- l'engagement de la responsabilité financière
- l'engagement de la responsabilité juridique
- l'actualisation des connaissances

A chaque groupe de fonctions correspond les montants plafonds :

REPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI		MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)	
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	NON LOGE	LOGE POUR NECESSITE ABSOLUE DE SERVICE
ATTACHES TERRITORIAUX ET SECRETAIRES DE MAIRIE			
Groupe 1	Direction d'une collectivité, secrétariat de mairie, ...	36 210 €	22 310 €
Groupe 2	Direction adjointe d'une collectivité, responsable de plusieurs services,...	32 130 €	17 205 €
Groupe 3	Responsable d'un service, ...	25 500 €	14 320 €
Groupe 4	Adjoint au responsable de service, expertise, fonction de coordination ou de pilotage, chargé de mission, ...	20 400 €	11 160 €
REDACTEURS TERRITORIAUX			



Envoyé en préfecture le 11/12/2023

Reçu en préfecture le 11/12/2023

Publié le

8 030 €

Berger  
Levrault

ID : 025-212500474-20231109-H02\_23-DE

Groupe 1	Direction d'une structure, responsable d'un ou de plusieurs services, secrétariat de mairie, ...		
Groupe 2	Adjoint au responsable de structure, expertise, fonction de coordination ou de pilotage, gérer ou animer une ou plusieurs services, ...	16 015 €	7 220 €
Groupe 3	Poste d'instruction avec expertise, assistant de direction, ...	14 650 €	6 670 €
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRITORIAUX			
Groupe 1	Secrétariat de mairie, chef d'équipe, gestionnaire comptable, marchés publics, assistant de direction, sujétions, qualifications, ...	11 340 €	7 090 €
Groupe 2	Agent d'exécution, agent d'accueil, ...	10 800 €	6 750 €
INGENIEURS EN CHEF			
Groupe 1	Direction d'un service technique, d'une collectivité, ...	57 120 €	42 840 €
Groupe 2	Direction adjointe d'un service technique, d'une collectivité, responsable de services, ...	49 980 €	37 490 €
Groupe 3	Adjoint au responsable de service, expertise, fonction de coordination ou de pilotage, ...	46 920 €	35 190 €
Groupe 4	Chargé de mission, ...	42 330 €	31 750 €
INGENIEURS TERRITORIAUX			
Groupe 1	Direction d'un service technique, d'une collectivité, ...	46 920 €	32 850 €
Groupe 2	Direction adjointe d'un service technique, d'une collectivité, responsable de services, ...	40 290 €	28 200 €
Groupe 3	Adjoint au responsable de service, expertise, fonction de coordination ou de pilotage, ...	36 000 €	25 190 €
Groupe 4	Chargé de mission, ...	31 450 €	22 015 €
TECHNICIENS TERRITORIAUX			
Groupe 1	Direction d'un service, niveau d'expertise supérieur, direction des travaux sur le terrain, contrôle des chantiers, ...	19 660 €	13 760 €
Groupe 2	Adjoint au responsable de structure, expertise, ...	18 580 €	13 005 €
Groupe 3	Contrôle de l'entretien et du fonctionnement des ouvrages, surveillance des travaux d'équipements, de réparation et d'entretien des installations mécaniques, électriques, électroniques ou hydrauliques, surveillance du domaine public, ...	17 500 €	12 250 €
AGENTS DE MAITRISE TERRITORIAUX			
Groupe 1	Encadrement de fonctionnaires appartenant au cadre d'emplois des agents de la filière technique, qualifications, ...	11 340 €	7 090 €
Groupe 2	Agent d'exécution, ...	10 800 €	6 750 €
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX			
Groupe 1	Egoutier, éboueur, fossoyeur, agent de désinfection, conduite de véhicules, encadrement de proximité et d'usagers, sujétions, qualifications, ...	11 340 €	7 090 €
Groupe 2	Agent d'exécution, ...	10 800 €	6 750 €
EDUCATEURS TERRITORIAUX DES ACTIVITES PHYSIQUES ET SPORTIVES			
Groupe 1	Direction d'une structure, responsable d'un ou de plusieurs services, ...	17 480 €	8 030 €
Groupe 2	Adjoint au responsable de structure, expertise, fonction de coordination ou de pilotage, chef de bassin, ...	16 015 €	7 220 €
Groupe 3	Encadrement de proximité, d'usagers, ...	14 650 €	6 670 €
OPERATEURS TERRITORIAUX DES ACTIVITES PHYSIQUES ET SPORTIVES			
Groupe 1	Responsable de la sécurité des installations servant aux A.P.S., assister le responsable de l'organisation des A.P.S., surveillant des piscines et baignades, encadrement de proximité et d'usagers, sujétions, qualifications, ...	11 340 €	7 090 €
Groupe 2	Agent d'exécution, ...	10 800 €	6 750 €
ANIMATEURS TERRITORIAUX			
Groupe 1	Direction d'une structure, responsable d'un ou de plusieurs services, ...	17 480 €	8 030 €
Groupe 2	Adjoint au responsable de structure, expertise, fonction de coordination ou de pilotage, ...	16 015 €	7 220 €
Groupe 3	Encadrement de proximité, d'usagers, ...	14 650 €	6 670 €
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION			
Groupe 1	Encadrement de proximité et d'usagers, sujétions, qualifications, ...	11 340 €	7 090 €
Groupe 2	Agent d'exécution, ...	10 800 €	6 750 €
ADJOINTS TERRITORIAUX DU PATRIMOINE			
Groupe 1	Encadrement de proximité et d'usagers, responsable de bibliothèque, ...	11 340 €	7 090 €
Groupe 2	Accueil, classement, archivage...	10 800 €	6 750 €
CONSEILLERS TERRITORIAUX SOCIO-EDUCATIFS			
Groupe 1	Directeur d'un E.H.P.A.D., responsable de circonscription, conseiller technique, responsable de l'organisation et du fonctionnement du service social et du service socio-éducatif, encadrement de proximité et d'usagers, ...	25 500 €	19 480 €



	sujétions, qualifications, ...		
Groupe 2	Autres fonctions, ...		
ASSISTANTS TERRITORIAUX SOCIO-EDUCATIFS			
Groupe 1	Directeur d'un E.H.P.A.D., encadrement de proximité et d'usagers, sujétions, qualifications, ...	19 480 €	19 480 €
Groupe 2	Autres fonctions, ...	15 300 €	15 300 €
AGENTS TERRITORIAUX SPECIALISES DES ECOLES MATERNELLES			
Groupe 1	ATSEM ayant des responsabilités particulières ou complexes, ...	11 340 €	7 090 €
Groupe 2	Agent d'exécution, ...	10 800 €	6 750 €
AGENTS SOCIAUX TERRITORIAUX			
Groupe 1	Travailleur familial, encadrement de proximité et d'usagers, sujétions, qualifications, ...	11 340 €	7 090 €
Groupe 2	Exécution, ...	10 800 €	6 750 €

Les montants sont établis pour un agent exerçant à temps complet. Ils sont réduits au prorata de la durée effective du travail pour les agents exerçant à temps partiel ou occupés sur un emploi à temps non complet.

#### Article 4. – Modulations individuelles de l'I.F.S.E. :

L'attribution individuelle de l'I.F.S.E. est décidée par l'autorité territoriale et fait l'objet d'un arrêté individuel.

Au regard des fiches de poste, l'autorité territoriale procède au rattachement des agents à un groupe de fonctions au sein de chaque cadre d'emplois, en tenant compte des dispositions de la présente délibération.

Sur la base de ce rattachement, l'autorité territoriale attribue individuellement l'IFSE à chaque agent dans la limite du plafond individuel annuel maximum du groupe de fonctions retenu par l'organe délibérant.

Ce montant est déterminé en tenant compte de l'expérience professionnelle acquise par les agents, et attestée par :

- le parcours professionnel de l'agent avant l'arrivée sur son poste ;
- la capacité à exploiter l'expérience acquise quelle que soit son ancienneté (diffusion de son savoir à autrui, force de proposition dans un nouveau cadre, ...) ;
- la formation suivie (en distinguant ou non : les formations liées au poste, au métier, les formations transversales, les formations de préparation d'une mobilité, les formations qualifiantes, les formations non qualifiantes, la formation de préparation aux concours-examens, la formation au-delà des formations obligatoires, ...) ;
- la connaissance de l'environnement de travail (fonctionnement de la collectivité, relations avec des partenaires extérieurs, relation avec les élus, ...) ;
- l'approfondissement des savoirs techniques, des pratiques, la montée en compétence (en fonction de l'expérience acquise avant l'affectation sur le poste actuel et/ou de l'expérience acquise depuis l'affectation sur le poste actuel) ;
- les conditions d'acquisition de l'expérience ;
- les différences entre compétences requises et compétences acquises ;
- la réalisation d'un travail exceptionnel, faire face à un évènement exceptionnel ;
- la conduite de plusieurs projets ;
- le tutorat.

Ce montant est également modulé selon l'absentéisme de chaque agent.

L'ancienneté qui se matérialise par les avancements d'échelon ainsi que l'engagement et la manière de servir qui sont valorisés par le C.I.A. ne sont pas pris en compte au titre de l'expérience professionnelle.

Le montant annuel attribué à l'agent fera l'objet d'un réexamen au regard des critères ci-dessus, sans obligation de revalorisation :

1. en cas de changement de fonctions,
2. au moins tous les 3 ans, en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience acquise par l'agent
3. en cas de changement de grade.

#### Article 5. – Les modalités de maintien ou de suppression de l'I.F.S.E. :

Selon les règles spécifiques à la Ville de Baume les Dames :

Type d'absence		Application de règles spécifiques à la collectivité de Baume les Dames
1 <sup>ERE</sup> CATEGORIE D'ABSENCES	Absence injustifiée	Absentéisme > 15% = suppression de 50% de l'IFSE Absentéisme compris entre 10,1% et 15% = suppression de 20% de l'IFSE Absentéisme compris entre 6% & 10% = suppression de 10% de l'IFSE Absentéisme < 6% = maintien de l'IFSE Le calcul est effectué sur l'année civile <b>précédente</b> . Tous les arrêts et absences injustifiées sont comptabilisés.
	Congé de maladie ordinaire	
	Congé pour invalidité temporaire imputable au service	
	Congé pour accident de service ou maladie professionnelle	
2 <sup>EME</sup> CATEGORIE D'ABSENCES	Congé annuel	IFSE versé
	Congé enfant malade	
	Congé de maternité	



3 <sup>EME</sup> CATEGORIE D'ABSENCES	Congé de paternité et d'accueil de l'enfant	IFSE non versé sur la période d'absence
	Congé d'adoption	
	Congé de longue maladie	
	Congé de longue durée	
	Congé de grave maladie	

La collectivité se réserve le droit de réévaluer la situation des agents au regard de leurs périodes d'absences sur présentation de justificatifs et leurs absences sur les années passées, notamment par rapport aux éléments suivants :

- Gravité : combien de jours d'absences
- Fréquence : combien d'arrêts
- Exposition au risque
- Tout élément porté à la connaissance de la collectivité permettant d'évaluer la situation de l'agent.

#### **Article 6. – Périodicité de versement de l'I.F.S.E. :**

A l'instar de la Fonction Publique d'État, l'IFSE est versée selon un rythme mensuel.

Les périodes d'absence qui ont déjà fait l'objet d'un retrait de l'IFSE ne sont pas prises en compte dans le calcul.

#### **Article 7 – Clause de revalorisation de l'I.F.S.E. :**

Les montants maxima (plafonds) de l'I.F.S.E. évoluent selon les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires de l'Etat, sans que cette évolution puisse avoir un effet antérieur à la date de publication du texte réglementaire.

## **II. MISE EN PLACE DU COMPLEMENT INDEMNITAIRE ANNUEL (C.I.A.)**

#### **Article 1. – Le principe du C.I.A. :**

Le complément indemnitaire annuel (CIA) qu'il est décidé d'instituer a vocation à valoriser l'engagement et la manière de servir des agents. Ces critères seront appréciés à terme chaque année en lien avec l'entretien d'évaluation professionnelle de l'année écoulée, au regard de l'engagement professionnel et la manière de servir des agents.

#### **Article 2. – Les bénéficiaires du C.I.A. :**

Les bénéficiaires du C.I.A. sont :

- les agents titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel,
  - les agents contractuels de droit public à temps complet, à temps non complet et à temps partiel.
- Les saisonniers, les contrats de droit privé (contrat aidé) et les apprentis ne peuvent donc y prétendre.

#### **Article 3. – La détermination des groupes de fonctions et des montants maxima du C.I.A. :**

Chaque cadre d'emplois est réparti entre différents groupes de fonctions selon les mêmes modalités que pour l'I.F.S.E.

A chaque groupe de fonctions correspond les montants plafonds suivants :

REPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI		MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	
ATTACHES TERRITORIAUX ET DES SECRETAIRES DE MAIRIE		
Groupe 1	Direction d'une collectivité, secrétariat de mairie, ...	6 390 €
Groupe 2	Direction adjointe d'une collectivité, responsable de plusieurs services, ...	5 670 €
Groupe 3	Responsable d'un service, ...	4 500 €
Groupe 4	Adjoint au responsable de service, expertise, fonction de coordination ou de pilotage, chargé de mission, ...	3 600 €
INGENIEURS TERRITORIAUX		
Groupe 1	Direction d'un service technique, d'une collectivité, ...	8 280 €
Groupe 2	Direction adjointe d'un service technique, d'une collectivité, responsable de services, ...	7 110 €
Groupe 3	Adjoint au responsable de service, expertise, fonction de coordination ou de pilotage, ...	6 350 €
Groupe 4	Chargé de mission, ...	5 550 €
CONSEILLERS TERRITORIAUX SOCIO-EDUCATIFS		
Groupe 1	Directeur d'un E.H.P.A.D., responsable de circonscription, conseiller technique, responsable de l'organisation et du fonctionnement du service social et du service socio-éducatif, encadrement de proximité et d'usagers, sujétions, qualifications, ...	4 500 €
Groupe 2	Autres fonctions, ...	3 600 €
REDACTEURS TERRITORIAUX		
Groupe 1	Direction d'une structure, responsable d'un ou de plusieurs services, secrétariat de	2 380 €



	mairie, ...	
Groupe 2	Adjoint au responsable de structure, expertise, fonction de co- gérer ou animer une ou plusieurs services, ...	2 155 €
Groupe 3	Poste d'instruction avec expertise, assistant de direction, ...	1 995 €
TECHNICIENS TERRITORIAUX		
Groupe 1	Direction d'un service, niveau d'expertise supérieur, direction des travaux sur le terrain, contrôle des chantiers, ...	2 680 €
Groupe 2	Adjoint au responsable de structure, expertise, ...	2 535 €
Groupe 3	Contrôle de l'entretien et du fonctionnement des ouvrages, surveillance des travaux d'équipements, de réparation et d'entretien des installations mécaniques, électriques, électroniques ou hydrauliques, surveillance du domaine public, ...	2 385 €
EDUCATEURS TERRITORIAUX DES ACTIVITES PHYSIQUES ET SPORTIVES		
Groupe 1	Direction d'une structure, responsable d'un ou de plusieurs services, ...	2 380 €
Groupe 2	Adjoint au responsable de structure, expertise, fonction de coordination ou de pilotage, chef de bassin, ...	2 185 €
Groupe 3	Encadrement de proximité, d'usagers, ...	1 995 €
ANIMATEURS TERRITORIAUX		
Groupe 1	Direction d'une structure, responsable d'un ou de plusieurs services, ...	2 380 €
Groupe 2	Adjoint au responsable de structure, expertise, fonction de coordination ou de pilotage, chef de bassin, ...	2 185 €
Groupe 3	Encadrement de proximité, d'usagers, ...	1 995 €
ASSISTANTS TERRITORIAUX SOCIO-EDUCATIFS		
Groupe 1	Directeur d'un E.H.P.A.D., encadrement de proximité et d'usagers, sujétions, qualifications, ...	3 440 €
Groupe 2	Autres fonctions, ...	2 700 €
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRITORIAUX		
Groupe 1	Secrétariat de mairie, chef d'équipe, gestionnaire comptable, marchés publics, assistant de direction, sujétions, qualifications, ...	1 260 €
Groupe 2	Agent d'exécution, agent d'accueil, ...	1 200 €
AGENTS SOCIAUX TERRITORIAUX		
Groupe 1	Travailleur familial, encadrement de proximité et d'usagers, sujétions, qualifications, ...	1 260 €
Groupe 2	Exécution, ...	1 200 €
AGENTS TERRITORIAUX SPECIALISES DES ECOLES MATERNELLES		
Groupe 1	ATSEM ayant des responsabilités particulières ou complexes, ...	1 260 €
Groupe 2	Agent d'exécution, ...	1 200 €
OPERATEURS TERRITORIAUX DES ACTIVITES PHYSIQUES ET SPORTIVES		
Groupe 1	Responsable de la sécurité des installations servant aux A.P.S., assister le responsable de l'organisation des A.P.S., surveillant des piscines et baignades, encadrement de proximité et d'usagers, sujétions, qualifications, ...	1 260 €
Groupe 2	Agent d'exécution, ...	1 200 €
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION		
Groupe 1	Encadrement de proximité et d'usagers, sujétions, qualifications, ...	1 260 €
Groupe 2	Agent d'exécution, ...	1 200 €
AGENTS DE MAITRISE TERRITORIAUX		
Groupe 1	Encadrement de fonctionnaires appartenant au cadre d'emplois des agents de la filière technique, qualifications, ...	1 260 €
Groupe 2	Agent d'exécution, ...	1 200 €
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX		
Groupe 1	Egoutier, éboueur, fossoyeur, agent de désinfection, conduite de véhicules, encadrement de proximité et d'usagers, sujétions, qualifications, ...	1 260 €
Groupe 2	Agent d'exécution, ...	1 200 €

Les montants sont établis pour un agent exerçant à temps complet. Ils sont réduits au prorata de la durée effective du travail pour les agents exerçant à temps partiel ou occupés sur un emploi à temps non complet.

#### Article 4. – Modulations individuelles du C.I.A. :

L'attribution individuelle du C.I.A. est décidée par l'autorité territoriale et fait l'objet d'un arrêté individuel.

Sur la base du rattachement à un groupe de fonctions, l'autorité territoriale attribue individuellement un montant au titre du CIA à chaque agent compris entre 0 et 100% du plafond individuel annuel maximum retenu par l'organe délibérant.

Le montant du CIA sera déterminé annuellement à partir de l'engagement professionnel et de la manière de servir des agents attestés par :

- Les critères suivants (50%) :
  - Efficacité dans l'emploi
  - Compétences professionnelles et techniques
  - Qualités relationnelles
  - Capacité d'encadrement (pour les responsables d'équipe et les directeurs/trices)
- L'atteinte des objectifs (50%)



Dans l'hypothèse où le montant attribué à l'agent au titre des critères précédemment cités demeure inférieur au plafond fixé pour son groupe de fonctions, une majoration pourrait lui être versée au regard des éléments suivants :

- un contexte professionnel difficile : surcharge ponctuelle, complexité importante, missions supplémentaires en accord avec la hiérarchie sur une longue période, la réalisation de missions supplémentaires en accord avec la hiérarchie
- la capacité de l'agent à dépasser les attentes de la hiérarchie (cf. conclusions du compte-rendu de l'entretien annuel)

Dans tous les cas, le montant individuel versé au titre du CIA ne peut pas dépasser le montant plafond applicable au groupe de fonction et n'est pas reconductible automatiquement d'une année sur l'autre.

#### **Article 5. – Les modalités de maintien ou de suppression du C.I.A. :**

Selon les règles spécifiques à la Ville de Baume les Dames :

Type d'absence		Application de règles spécifiques à la collectivité de Baume les Dames
<b>1<sup>ERE</sup> CATEGORIE D'ABSENCES</b>	Absence injustifiée	CIA versé en fonction d'un pourcentage de réalisation des objectifs et des résultats de l'agent selon les critères d'évaluation cités à l'article 4 (de la partie II. Mise en place du Complément Indemnitaire Annuel (C.I.A.))
	Congé de maladie ordinaire	
	Congé pour invalidité temporaire imputable au service	
	Congé pour accident de service ou maladie professionnelle	
<b>2<sup>EME</sup> CATEGORIE D'ABSENCES</b>	Congé annuel	CIA versé
	Congé enfant malade	
	Congé de maternité	
	Congé de paternité et d'accueil de l'enfant	
	Congé d'adoption	
<b>3<sup>EME</sup> CATEGORIE D'ABSENCES</b>	Congé de longue maladie	CIA non versé sur la période d'absence
	Congé de longue durée	
	Congé de grave maladie	

#### **Article 6. – Périodicité de versement du C.I.A. :**

L'application du CIA, versé en une fois chaque année, sera décidée par le Maire sur proposition de la Directrice Générale des Services et fera l'objet d'un arrêté.

#### **Article 7. – Clause de revalorisation du C.I.A. :**

Les montants maxima (plafonds) du C.I.A. évoluent selon les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires de l'Etat, sans que cette évolution puisse avoir un effet antérieur à la date de publication du texte réglementaire.

### **III. DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES**

L'I.F.S.E. et le C.I.A. sont exclusifs, par principe, de tout autre régime indemnitaire de même nature.

**Le R.I.F.S.E.E.P. ne pourra se cumuler avec :**

- L'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (I.F.T.S.),
- L'indemnité d'administration et de technicité (I.A.T.),
- L'indemnité d'exercice de missions des préfectures (I.E.M.P.).

**Toutes les délibérations portant sur le régime indemnitaire applicable aux agents de la ville de Baume les Dames et antérieures à la présente délibération sont donc abrogées à compter de la même date pour les cadres d'emplois bénéficiant du RIFSEEP.**

L'I.F.S.E. est en revanche cumulable avec :

- L'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (exemple : frais de déplacement),
- Les dispositifs compensant les pertes de pouvoir d'achat (exemples : indemnité compensatrice, indemnité différentielle, GIPA, ...),
- Les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (heures supplémentaires, astreintes, ...).

Les crédits correspondants seront prévus et inscrits au budget.

**Entendu l'exposé et après en avoir délibéré, le Conseil municipal décidera :**



- D'approuver la modification du RIFSEEP telle que précisée ci-dessus,
- D'instituer les critères, les modalités et les périodicités de versement que les conditions de maintien et/ou suspension énoncés ci-dessus,
- D'inscrire les crédits nécessaires au budget,
- De donner tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

**Vote du Conseil :**

Pour : 25 Contre : 0 Abstentions : 0

**G27-2023 Etude de la stratégie commerciale pour l'ilot C1**

Dans le cadre d'une suspension de séance lors du Conseil Municipal, deux projets de commercialisation de l'ilot C1 (ZAC de Champvans) ont été présentés au Conseil Municipal : il s'agit de projets d'installation d'établissements de restauration rapide (Burger King et Mc Donald's).

Le Conseil Municipal décide de retenir la restauration rapide « Burger King » avec 22 votes favorables.

## INFORMATIONS

**La séance est levée à 22h05.**

Envoyé en préfecture le 11/12/2023

Reçu en préfecture le 11/12/2023

Publié le



ID : 025-212500474-20231109-H02\_23-DE